

"Cette rentrée se fait au prix d'une énorme dégradation des conditions..."

9-11 minutes

"Cette rentrée se fait au prix d'une énorme dégradation des conditions de travail, avec 6 millions d'heures complémentaires, qui équivalent à presque 30 000 postes manquants", souligne Anne Roger, secrétaire générale du Snesup-FSU lors de sa conférence de presse de rentrée organisée le 15 septembre 2021. Le syndicat chiffre à 9 000 le nombre de fonctionnaires, toutes catégories confondues, nécessaires "dès maintenant pour que l'université se remette à flot" et regrette l'absence de bilan sur les 19 000 places supplémentaires annoncées durant l'été ([lire sur AEF info](#)).



Anne Roger et Philippe Aubry, lors de la conférence de presse du Snesup-FSU, le 15 septembre 2021. Droits réservés - DR

Entre la hausse des étudiants, un sous-financement "chronique" des établissements et un contexte sanitaire "incertain", c'est une rentrée "particulièrement difficile et tendue", que décrit Anne Roger, secrétaire générale du Snesup-FSU lors sa conférence de presse de rentrée organisée le 15 septembre 2021, alors que les problématiques de sous-encadrement ont été mis en lumière dès ce lundi par la mobilisation des enseignants et étudiants en Staps à Rennes-II ([lire sur AEF info](#)).

"Cette fois-ci, les personnels et les étudiants disent stop"

"Hier lors du Cneser, Frédérique Vidal a salué la résilience de l'enseignement supérieur, et une hausse de budget exemplaire, mais quand on connaît la réalité des formations aujourd'hui, on peut se demander si on ne vit pas dans des mondes parallèles", poursuit Anne Roger, citant des retours de collègues "déconsidérés". "En cette période de mobilisation pour l'emploi, on peut rappeler que les salaires sont bloqués depuis des années, que le pouvoir d'achat des enseignants et des enseignants-chercheurs ne cesse de baisser et que les mesures de la LPR vont encore creuser les inégalités."

"Cette rentrée se fait au prix d'une énorme dégradation des conditions de travail, avec 6 millions d'heures complémentaires – qui équivalent à presque 30 000 postes manquants – et le recrutement de 125 000 vacataires."

Le bilan du quinquennat, Entre autonomie renforcée et généralisation des financements par aap

Le syndicat pointe, cette année, un bilan "saisissant" de la fin du quinquennat : Anne Roger met en avant l'autonomie renforcée des établissements, "brandie par Frédérique Vidal comme un argument d'autorité à chaque fois qu'on parle du manque de projets pour l'ESR ou des insuffisances budgétaires", une dérégulation des diplômes "qui se poursuit, avec de plus en plus de diplômes d'établissements qui passent au Cneser", des dérogations au code de l'éducation et un fonctionnement démocratique "largement mis en péril" au sein des EPE, ainsi que l'ouverture au privé et la "marchandisation" des formations.

Le bilan du quinquennat, c'est aussi, pour le Snesup-FSU, la mise en concurrence des établissements et la généralisation du financement par appels à projets au lieu de financements pérennes. Ces AAP "ne font que renforcer la pression sur les enseignants et les chercheurs", et apparaissent désormais "sur des sujets normalement financés de façon pérenne", regrette-t-elle. C'est notamment le cas du plan national de lutte contre les VSS qui devrait être présenté avant la fin de septembre, mais aussi du développement de l'enseignement hybride. "Qui dit AAP, dit financement pour les projets retenus et non pour tout le monde. Or,

toutes les victimes doivent être traitées de la même manière, et il faut que chaque établissement ait les moyens de les suivre, souligne Anne Roger. Si l'enseignement hybride est amené à se généraliser, nous devrions pouvoir faire en sorte que tous les établissements aient les mêmes moyens pour mettre en place ces formations, quelle que soit leur situation géographique. Ce fonctionnement pose un vrai problème d'égalité de traitement."

"La rentrée en Staps et ce qu'il se passe à Rennes-II depuis le mois de juin est symbolique de ce qu'il se passe dans le supérieur : des collègues se mobilisent face à la dégradation des conditions d'enseignement, avec un taux d'encadrement d'1 enseignant pour 44 étudiants, contre 1 pour 20 habituellement, explique Anne Roger. 14 postes sont manquants et on a du mal à comprendre comment le ministère peut ne pas entendre cette demande. 500 000 euros pourraient être débloqués facilement pour que la rentrée se passe dans les bonnes conditions. Cela se passe en Staps, et se passera ailleurs si cette situation continue. Cette fois-ci, les personnels et les étudiants disent stop, et c'est une nouveauté."

C'est aussi un épuisement, dû à la situation sanitaire, qui remonte des équipes, avec la multiplication des visios, une grande difficulté à respecter la déconnexion, et une augmentation du nombre d'heures de travail. Pour la secrétaire générale du Snesup-FSU, c'est tout un cadre de travail qui a "complètement explosé".

Les SCSP "vont du simple au double" selon les établissements

Aucun indicateur ne permet de calculer le nombre d'heures supplémentaires effectuées, explique Philippe Aubry, secrétaire général adjoint du Snesup-FSU, puisque les charges de travail sont liées aux obligations de service. "Nous avons beaucoup plus de travail, parce qu'on nous demande de changer nos méthodes du jour au lendemain pour passer à distance, voire de faire du présentiel et du distanciel en même temps. Nous avons demandé, après le confinement, de tenir compte de cette surcharge de travail en allégeant les obligations de service des enseignants, mais nous n'avons jamais eu de réponse."

"On sait que les subventions pour charge de service public vont du simple au double, alors que les financements devraient être identiques. Nous avons aussi des disparités allant du simple au

triple pour l'encadrement, souligne Anne Roger. Quand Frédérique Vidal nous dit que les établissements ont les moyens de financer les postes, elle oublie aussi la fin du financement du GVT et le poids qui se fait ressentir dans le budget des établissements. Les DGS évoquent 1 million d'euros de coût sur une année pour une université, soit le recrutement de 7 PU, ou de 10 MCF à Lyon-I par exemple."

Le budget pour la recherche reste "insuffisant"

"Les conditions de travail continuent à se dégrader pour les non-titulaires comme pour les titulaires, ajoute Philippe Aubry. Malgré ce qui a été avancé avec la LPR, on n'a pas vu la création de postes supplémentaires et les postes de repyramidage sont, eux, insuffisants pour relancer le retard pris sur des années. Les CPJ permettent un recrutement sur projet, pour entrer dans le corps des PU et cela pose un vrai problème d'explosion du statut général de la Fonction publique." Le syndicat chiffre à 9 000 le nombre de fonctionnaires, toutes catégories confondues, nécessaires "dès maintenant pour que l'université se remette à flot".

Le budget pour la recherche reste également insuffisant pour le syndicat, qui précise que la hausse prévue en 2030, une fois les effets de l'inflation neutralisés, ne serait que d'1 milliard d'euros, contre les 5 milliards annoncés.

Et si le 100 % présentiel est la règle pour la rentrée, Anne Roger soulève le risque de voir l'enseignement à distance devenir une modalité "parmi tant d'autres" : "dans le plan de rentrée à Lyon-I, il est écrit que l'université accueille les étudiants en présentiel à "due concurrence" de la capacité des locaux. Les équipes pédagogiques disposent par ailleurs d'une totale autonomie pour organiser leur enseignement (présentiel, comodal, distanciel)". "Nous avons entendu des présidents parler d'utiliser les outils numériques pour des raisons budgétaires et d'insuffisance de locaux. C'est le cas à la Réunion par exemple."

Une absence de bilan pour les 19 000 places supplémentaires annoncées

En ce qui concerne les 19 000 places supplémentaires annoncées pour la rentrée, en plus des 15 000 déjà financées ([lire sur AEF info](#)), le syndicat regrette une absence de bilan. "Nous aimerions bien savoir où elles ont été créées, tout comme les 1 000 emplois

annoncés."

La refonte de la plateforme "Trouver mon master" sur le modèle de Parcoursup ne résoudrait pas l'inadéquation, pour le syndicat, entre le nombre de candidatures et le nombre de places, qu'il est "urgent" d'augmenter. "Cela servira à gérer les candidatures, alors que le nombre de places n'est pas augmenté. Nous avons un grand nombre d'étudiants dans des masters sous tension, nous commençons à voir, par exemple en psychologie, une fuite vers la Belgique, comme cela se fait déjà pour les études en santé", indique Nathalie Lebrun, membre du syndicat et MCF à l'université de Lille.

"Nous estimons qu'il faudrait l'équivalent de six universités pour absorber ce flux d'étudiants, poursuit-elle. La réponse du gouvernement est plutôt de développer l'hybridation des formations et les campus connectés fleurissent de plus en plus : or, ce qu'on y propose, ce sont des enseignements en ligne avec des *coachs* pour être autonomes, et travailler régulièrement. Ce ne sont pas des enseignants et il n'y a pas d'aide disciplinaire."